

Ahmed Khaled, président de l'Association nationale des parents d'élèves

“Nous sommes contre le report de la rentrée scolaire”



© D.
R.

“Nous sommes contre le report de la rentrée scolaire. Elle doit avoir lieu au plus tard à la mi-octobre”, affirme Ahmed Khaled, président de l'Association nationale des parents d'élèves. Il précise que les échos, qui parviennent des parents, aussi bien des grandes villes que de l'intérieur du pays, plaident pour un retour sur les bancs de l'école à brève échéance.

Néanmoins, ils insistent, selon notre interlocuteur, sur la mise en place d'un protocole sanitaire strict et cohérent avec les moyens dont disposent les établissements scolaires, publics notamment. “Si nous ne sommes pas approchés par les services du ministère de tutelle au cours de cette semaine, nous soumettrons au ministre de l'Éducation nationale un rapport sur la situation et nos propositions pour la rentrée scolaire”, poursuit notre interlocuteur.

Le président de l'ANPE estime qu'il n'est pas sage de diviser les classes, assurément surchargées, en deux groupes d'élèves, en programmant les cours en présentiel pour une partie la matinée, et pour la seconde l'après-midi.

“Il n'y aura pas suffisamment de temps entre les deux plages horaires pour désinfecter les lieux”, explique-t-il. Du point de vue des membres de son association, il sera plus pragmatique de ramener les enfants à l'école à tour de rôle, un jour sur deux et d'établir, par là-même, un emploi du temps allégé des matières secondaires.

Ainsi, il sera plus aisé pour l'administration de l'école et le corps enseignant de faire respecter les mesures barrières. Les élèves admis en classe d'examen (5e, BEM et terminale) devront bénéficier, selon l'ANPE, de cours supplémentaires le mardi après-midi, ainsi que le samedi matin. Les propositions de l'ANPE n'auront de valeur que si elles sont prises en compte par la tutelle.

Pour l'heure, aucune perspective ne se profile du côté du département dirigé par Mohamed Ouadjaout. Pourtant, il a rendu public, le 15 juin 2020, un communiqué dans lequel il a fixé la rentrée scolaire au 4 octobre 2020. Le 7 septembre, le Premier ministre Abdelaziz Djerad avait remis en cause cette échéance, sans donner d'alternative.

“Les autorités n'ont pas encore fixé la date définitive de la rentrée scolaire de l'année académique 2020-2021. Elle se fera sur la base des données relatives à la situation sanitaire liée à la pandémie de Covid-19”, a-t-il justifié. Considérant cet argument, le bilan quotidien livré par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière montre une courbe des cas de contamination au coronavirus déclinante.

À telle enseigne que le Premier ministre a autorisé, à partir du 1er septembre, l'ouverture des garderies et maternelles et a gelé le congé exceptionnel accordé aux femmes ayant des enfants âgés de moins de 14 ans. Alors, pourquoi bloquer la reprise des classes et risquer de compromettre le premier trimestre de la nouvelle année scolaire après un troisième trimestre de la précédente blanc ?

Souhila H.